

Bonjour à vous.

Cette journée d'action du 28 juin n'est ni un « Baroud d'honneur » avant la période estivale, ni une fin en soi. Elle s'inscrit dans la contestation de la politique idéologique menée par le gouvernement. Le monde du travail est sous le coup depuis maintenant un an d'attaques d'une violence inouïe sur fond de dérive monarchique républicaine ultra libérale, de négation de tout dialogue social et débat démocratique et d'injustices sociales comme nous n'en avons jamais connu dans les dernières décennies. L'ensemble du monde du travail subit de plein fouet la politique d'austérité d'Emmanuel Macron aux ordres d'un patronat qui n'en finit plus de porter ses exigences de reculs sociaux. La mise en place du Comité Social et Economique, le CSE, pour exemple, est un véritable recul de la démocratie. Le patronat ne s'y est pas trompé, il se sent pousser des ailes, et cela risque d'accentuer le nombre de nos militants mis en difficulté, voir discriminés.

La politique du monarque jupitérien Emmanuel Macron favorise sans état d'âme les riches et les très riches, stigmatisant dans le même temps les syndicalistes, les fonctionnaires, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes de banlieue et les étudiants. Un an après son élection le président de la République a engagé un bras de fer contre le monde du travail au bénéfice des riches et du patronat qui applaudissent. Un président donc, droit dans ses bottes, et qui, pour justifier sa politique et sa brutalité, répète à l'envie, comme un leitmotiv, qu'à l'inverse de ses prédécesseurs il ne ferait que respecter ses engagements de campagne... Sa fumeuse théorie du « premier de cordée » et du « ruissellement » qui nous expliquerait que les plus riches et les grandes entreprises, en étant favorisés, permettraient aux salariés et aux plus pauvres de bénéficier des richesses dégagées, est une véritable forfaiture. Les gains versés aux actionnaires de CAC 40 n'ont jamais été aussi florissants. Si « ruissellement » il y a, c'est donc bien des bénéfices des entreprises qui vont vers les actionnaires et non pas vers l'investissement et les salariés.

Cette situation pose un sérieux problème aux travailleurs, dans leur entreprise mais aussi à l'extérieur. Déterminés, les capitalistes veulent mettre à leur service toute la société, y compris dans l'éducation en instaurant la sélection à l'université et laissant des milliers de lycéens sur le côté, en mettant fin au caractère national qu'est le baccalauréat, vecteur d'égalité.

Partout dans le pays la résistance s'organise et s'amplifie. Des conflits se multiplient, la colère gronde pour défendre nos conquies et les fondements même du contrat social issus en grande partie du Conseil National de la Résistance. Depuis plusieurs mois se succèdent des journées d'action interprofessionnelles des actifs et des retraités, mais aussi dans beaucoup de secteurs (hôpitaux, Ehpad, énergie, SnCF, etc...).

Aujourd'hui une nouvelle offensive est « en marche ». Le gouvernement annonce dans les prochains mois, de nouvelles attaques conséquentes envers nos conquies sociaux :

- Projet de remise en cause de notre système solidaire de retraite. ,
- Projet de remise en cause des régimes spécifiques et des pensions de réversion,
- Projet de suppression du statut des fonctionnaires et dans cette logique recours massif aux contractuels
- Projet d'une deuxième journée travaillée non payée,
- Poursuite des plans d'économie dans la fonction publique pour exemple celui annoncé dans les hôpitaux 1,2 milliard d'euros.

Nous constatons une remise en cause de notre modèle social et républicain et, ce, dans un contexte d'**explosion des inégalités**. La persistance de l'austérité entraîne des réductions drastiques de missions publiques et sociales et menace les services publics comme l'intégralité de la protection sociale. La modération salariale et plus largement la non-redistribution des richesses, ainsi que les choix fiscaux qui sont faits en faveur des riches, viennent **réduire le pouvoir d'achat des travailleurs et aggrave la paupérisation**.

Ces politiques ultralibérales mises en œuvres partout en Europe font émerger le populisme et le repli sur soi identitaire sur fond de xénophobie et de rejet de l'autre. C'est le cas en Italie dernièrement, en Hongrie, en Pologne, en Grande Bretagne avec le brexit. Une à une les frontières se ferment au prétexte de maîtrise des flux migratoires. Ce mouvement va loin, trop loin. Le 10 juin le ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement italien a refusé d'accueillir le navire humanitaire Aquarius avec à son bord 629 migrants. Cette décision de mettre en danger de mort ces personnes est irrespectueuse des principes de solidarité et d'assistance aux personnes en danger, inhumaine mais sans surprise venant d'un gouvernement de coalition entre parti libéral et parti d'extrême droite.. La France, pays des Lumières et des Droits de l'Homme, est restée silencieuse. Ce silence assourdissant s'inscrit dans

sa politique honteuse, à l'image de sa loi « Asile et Immigration »

Les politiques sont mises en œuvre dans une logique d'individualisation au prix de la casse des statuts et des droits collectifs à tous les niveaux, dès les études. Elles mettent à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des valeurs essentielles et de notre modèle social.

Nous visons à la construction de luttes dans les entreprises, comme c'est le cas en ce moment à Enedis (EDF) à la SNCF, dans les services publics, leur réunion devant permettre à élever le rapport des forces..

Ne pas se résoudre à ces reculs sociaux, tel est la responsabilité du syndicalisme qui doit continuer de porter aux plus grand nombre ses propositions d'une vraie politique économique sociale et solidaire surtout dans la sixième puissance économique mondiale et défendre les intérêts des salariés et de leur famille..

Dans l'Aube la CGT et FO appellent l'ensemble des salariés et retraités à construire un rapport de force important pour contraindre le Gouvernement et le grand patronat à réorienter ses choix politiques afin de répondre aux besoins de toutes et tous.